Numéro du rôle : 7253
Arrêt n° 152/2020 du 19 novembre 2020

ARRÊT

En cause : le recours en annulation de l'article 36 du décret de la Communauté flamande du 1er mars 2019 « modifiant la réglementation relative au contrôle et à certains aspects organisationnels de l'enseignement supérieur » (insertion d'un article II.395 dans le Code flamand de l'enseignement supérieur), introduit par l'« Artesis Plantijn Hogeschool Antwerpen ».

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents L. Lavrysen et F. Daoût, des juges J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache et T. Detienne, et, conformément à l'article 60*bis* de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, du président émérite A. Alen, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président émérite A. Alen,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

*

* *

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 20 septembre 2019 et parvenue au greffe le 24 septembre 2019, la haute école « Artesis Plantijn Hogeschool Antwerpen », assistée et représentée par Me F. Judo et Me T. Souverijns, avocats au barreau de Bruxelles, a introduit un recours en annulation de l'article 36 du décret de la Communauté flamande du 1er mars 2019 « modifiant la réglementation relative au contrôle et à certains aspects organisationnels de l'enseignement supérieur », publié au *Moniteur belge* du 28 mars 2019 (insertion d'un article II.395 dans le Code flamand de l'enseignement supérieur).

Des mémoires et mémoires en réplique ont été introduits par :

- l'ASBL « Karel de Grote Hogeschool, Katholieke Hogeschool Antwerpen », assistée et représentée par Me J. Roets, Me S. Sottiaux et Me T. Van Diest, avocats au barreau d'Anvers;
- l'ASBL « Thomas More Mechelen-Antwerpen », assistée et représentée par Me F. Judo et Me T. Souverijns;
- le Gouvernement flamand, assisté et représenté par Me D. Vanheule, avocat au barreau de Gand.

La partie requérante a introduit un mémoire en réponse.

Par ordonnance du 15 juillet 2020, la Cour, après avoir entendu les juges-rapporteurs Y. Kherbache et M. Pâques, a décidé que l'affaire était en état, qu'aucune audience ne serait tenue, à moins qu'une partie n'ait demandé, dans le délai de sept jours suivant la réception de la notification de cette ordonnance, à être entendue, qu'en cas d'une telle demande, l'affaire serait prise à l'audience du 24 septembre 2020, à l'heure ultérieurement fixée par le président, et qu'en l'absence d'une telle demande, les débats seraient clos le 1er septembre 2020 et l'affaire mise en délibéré.

Aucune demande d'audience n'ayant été introduite, l'affaire a été mise en délibéré le 1er septembre 2020.

Les dispositions de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle relatives à la procédure et à l'emploi des langues ont été appliquées.

II. *En droit*

- A -

A.1. Tout d'abord, la partie requérante situe l'article 36, attaqué, du décret du 1er mars 2019 « modifiant la réglementation relative au contrôle et à certains aspects organisationnels de l'enseignement supérieur » (ci-après : le décret du 1er mars 2019). Ensuite, elle démontre son intérêt et observe que la disposition attaquée lui inflige un

désavantage concurrentiel par rapport à l'ASBL « Karel de Grote Hogeschool, Katholieke Hogeschool Antwerpen » (ci-après : la « Karel de Grote Hogeschool »), dès lors que celle-ci n'a pas dû procéder à divers investissements en ce qui concerne la reprise des formations supérieures professionnelles (ci-après : les formations hbo5). Ce désavantage concurrentiel est d'autant plus grand que tant la partie requérante que la « Karel de Grote Hogeschool » sont actives à Anvers et qu'elles proposent des formations comparables.

A.2. L'ASBL « Thomas More Mechelen-Antwerpen » (ci-après : la « hogeschool Thomas More Mechelen-Antwerpen ») souhaite intervenir dans la procédure devant la Cour et démontre son intérêt à cette intervention; tout comme la partie requérante, elle a réalisé les investissements en temps et en argent nécessaires pour pouvoir reprendre les formations hbo5 de différents centres d'éducation pour adultes. La partie intervenante a repris ces formations de centres d'éducation pour adultes dans un contexte dans lequel une telle reprise constituait la seule possibilité d'organiser une offre de formations de graduat à partir de l'année académique 2019-2020.

La concurrence déloyale pratiquée par la « Karel de Grote Hogeschool » est tout à fait réelle, et elle est même renforcée par le fonctionnement du système de financement de la Communauté flamande.

A.3. La « Karel de Grote Hogeschool » souhaite également intervenir dans la procédure de recours et démontre son intérêt à cette intervention.

La « Karel de Grote Hogeschool » reconnaît l'importance du niveau hbo5, ce dernier permettant d'accueillir les étudiants en décrochage dans les formations de bachelier. Ce niveau offre aussi un potentiel de croissance important à Anvers en ce qui concerne les élèves de l'enseignement secondaire professionnel (qui sont de plus en plus souvent d'origine allochtone). Il a toutefois très vite été clair, pour la « Karel de Grote Hogeschool », qu'elle ne pourrait pas conclure un partenariat avec un centre d'éducation pour adultes en ce qui concerne les formations hbo5 qui seraient intégrées dans les hautes écoles à partir du 1er septembre 2019. Ceci, en raison de la décision des centres d'éducation pour adultes, de droit public, de ne conclure des partenariats qu'avec la partie requérante, elle aussi de droit public, du constat que les seuls centres d'éducation pour adultes à Anvers qui relèvent du réseau d'enseignement libre n'avaient pas suffisamment d'heures de cours par apprenant pour conclure un partenariat et du fait que la tentative d'approche avec la partie requérante pour conclure, au sein d'une association, des partenariats avec les centres d'éducation pour adultes n'a pas donné de résultat. La « Karel de Grote Hogeschool » est donc devenue la seule haute école à proposer une large offre de formations sans avoir pu intégrer une formation hbo5 existante .

A.4. Dans un moyen unique, la partie requérante et la « hogeschool Thomas More Mechelen–Antwerpen » dénoncent la violation des articles 10, 11 et 24, §§ 1er et 4, de la Constitution, lus en combinaison avec le principe de confiance, en ce que la disposition attaquée permet à la « Karel de Grote Hogeschool » d'introduire quatre demandes à partir de la liste des formations hbo5 existantes en vue d'organiser ces formations à partir de l'année académique 2019-2020, alors que la partie requérante et la « hogeschool Thomas More Mechelen–Antwerpen » ne peuvent organiser des formations hbo5 existantes à partir de l'année académique 2019-2020 qu'après avoir repris la compétence d'enseignement d'un centre d'éducation pour adultes.

Le moyen unique est subdivisé en trois branches. La première branche découle de l'article 24, § 4, de la Constitution, qui garantit l'égalité entre les établissements d'enseignement. La deuxième branche découle de l'article 24, § 1er, de la Constitution, qui dispose que l'enseignement est libre. En sa troisième branche, le moyen est pris de la violation du principe de confiance, lu en combinaison avec les articles 10 et 11 de la Constitution, en ce que le législateur décrétoal ne peut méconnaître les attentes légitimes d'un établissement d'enseignement sans qu'existent des motifs impérieux d'intérêt général qui le justifient.

A.5.1. En ce qui concerne la première branche du moyen unique, la partie requérante et la « hogeschool Thomas More Mechelen–Antwerpen » observent que l'article 24, § 4, de la Constitution garantit l'égalité entre les établissements d'enseignement. Une différence de traitement n'est dès lors autorisée que si elle est fondée sur « les caractéristiques propres à chaque pouvoir organisateur ». La partie requérante et la « hogeschool Thomas More Mechelen–Antwerpen » constatent toutefois que la différence de traitement n'est ni pertinente, ni proportionnée.

En ce qui concerne le contrôle au regard du critère de pertinence, la partie requérante et la « hogeschool Thomas More Mechelen–Antwerpen » soulignent que la raison pour laquelle le législateur décrétoal, dans le décret du 4 mai 2018 « relatif au développement des formations de graduat au sein des instituts supérieurs et au renforcement des formations des enseignants au sein des instituts supérieurs et des universités » (ci-après : le décret du 4 mai 2018), a inscrit l'obligation, pour toutes les hautes écoles, de reprendre la compétence d'enseignement d'un centre d'éducation pour adultes pour pouvoir proposer des formations hbo5 à partir de l'année

académique 2019-2020 consistait à prévoir une disposition transitoire en vue de l'intégration structurelle des formations de graduat au sein des hautes écoles. Si l'intention du législateur décretaal flamand consiste à prévoir une reprise de la compétence d'enseignement des centres d'éducation pour adultes par les hautes écoles, il n'est pas pertinent de dispenser la « Karel de Grote Hogeschool » de cette obligation. Tant la section de législation du Conseil d'État que la Commission flamande de l'enseignement supérieur ont souligné le caractère non pertinent de cette exception. Par ailleurs, le caractère définitif de l'article II.395, § 2, du Code flamand de l'enseignement supérieur, inséré par l'article 36, attaqué, du décret du 1er mars 2019, est également contraire à l'essence d'une mesure transitoire : une mesure transitoire consiste à permettre la transition d'une réglementation ancienne vers une réglementation nouvelle et sa raison d'être est limitée dans le temps. L'article II.395, § 2, ne contient aucune limitation dans le temps, de sorte que la « Karel de Grote Hogeschool » peut définitivement organiser les formations hbo5 de son choix, sans devoir reprendre, dans un délai déterminé, la compétence d'enseignement d'un centre d'éducation pour adultes.

En ce qui concerne le contrôle de proportionnalité, la partie requérante et la « hogeschool Thomas More Mechelen–Antwerpen » observent tout d'abord que, contrairement à la « Karel de Grote Hogeschool », elles ont dû réaliser des investissements considérables. En outre, la règle dérogatoire a été édictée juste avant le début de l'année académique 2019-2020, de sorte que les investissements avaient déjà été réalisés. L'argument selon lequel la « Karel de Grote Hogeschool » est la seule haute école ayant une large offre de formations qui ne dispose pas d'un partenariat avec un centre d'éducation pour adultes n'est pas suffisant et, comme l'observe la « hogeschool Thomas More Mechelen–Antwerpen », il n'est pas correct. L'article II.395, § 3, du Code flamand de l'enseignement supérieur instaure les mêmes règles pour la « Hogeschool West-Vlaanderen », qui a conclu une convention avec un centre d'éducation pour adultes et repris des formations hbo5. Selon la partie requérante et la « hogeschool Thomas More Mechelen–Antwerpen », le fait que le décret du 4 mai 2018 impose une obligation de reprise généralisée à l'ensemble des hautes écoles signifie qu'il est attendu de chaque haute école qu'elle réalise des investissements pour conclure une convention avec un centre d'éducation pour adultes. Il ne s'agit donc pas de prévoir, « en cours de route », lorsque toutes les autres écoles ont réalisé ces investissements, une exception pour une haute école déterminée, au seul motif qu'elle n'a pas conclu de convention, cependant que toutes les autres hautes écoles ont réalisé des investissements pour conclure une convention. Logiquement, la non-conclusion d'une convention avec un centre d'éducation pour adultes devrait avoir pour effet de priver la haute école concernée de la possibilité de proposer une formation hbo5 à partir de l'année académique 2019-2020. La partie requérante et la « hogeschool Thomas More Mechelen–Antwerpen » soulignent ensuite que le constat que la « Karel de Grote Hogeschool » n'a pu présenter que quatre demandes n'est pas suffisant non plus pour démontrer la proportionnalité de la réglementation attaquée; d'autres hautes écoles ne proposent que quatre formations hbo5 voire moins, tout en ayant été soumises à l'obligation de reprise. Par ailleurs, la limitation ne porte que sur le nombre de demandes, mais la « Karel de Grote Hogeschool » est libre de choisir les formations hbo5 qu'elle proposera. D'autres hautes écoles, en revanche, ont un choix limité, en ce sens qu'elles ne peuvent choisir que les formations liées, comme possibilités de conversion, aux formations hbo5 qu'elles reprennent d'un centre d'éducation pour adultes. De même, la partie requérante et la « hogeschool Thomas More Mechelen–Antwerpen » considèrent que l'évaluation nouvelle formation par l'organisation d'accréditation « Nederlands-Vlaamse Accreditatieorganisatie » (ci-après : la NVOA) et la demande de contrôle de la macro-efficacité à la Commission flamande de l'enseignement supérieur ne démontrent pas de manière concluante le caractère proportionné de la mesure. L'évaluation nouvelle formation par la NVOA est également applicable aux autres hautes écoles qui reprennent une formation hbo5 d'un centre d'éducation pour adultes et le contrôle de l'efficacité s'impose aussi aux autres hautes écoles lorsqu'elles souhaitent organiser une nouvelle formation de graduat. Par ailleurs, la disposition attaquée n'organise qu'une « procédure abrégée » pour le contrôle de la macro-efficacité et, selon la « hogeschool Thomas More Mechelen–Antwerpen », la procédure de demande déroge aussi, sur plusieurs points, à la procédure standard à laquelle les autres hautes écoles sont soumises. De plus, la mesure dans laquelle la Commission flamande de l'enseignement supérieur peut effectuer sa nouvelle mission de manière utile n'est pas claire, dès lors que cette nouvelle mission « contrecarre aussi bien la procédure régulière de conversion en cours que le processus d'actualisation, ce qui ne constitue pas le contexte optimal pour cette mission ». On peut aussi se demander quelle est la plus-value d'un contrôle de la macro-efficacité dans ce contexte. La partie requérante et la « hogeschool Thomas More Mechelen–Antwerpen » observent qu'il s'agit, en l'espèce, d'une demande introduite en vue de proposer une formation hbo5 existante, dont la pertinence sociétale a déjà été démontrée. Il sera donc plus aisé, pour la « Karel de Grote Hogeschool », de démontrer que la demande répond aux différents critères du contrôle de la macro-efficacité, précisément parce que ce contrôle a déjà été réalisé par le passé.

A.5.2. En ce qui concerne la première branche du moyen unique, la « Karel de Grote Hogeschool » fait valoir que la disposition attaquée poursuit un objectif légitime. En raison de circonstances indépendantes de sa volonté, la partie intervenante n'a pas pu conclure un partenariat avec un centre d'éducation pour adultes pour la reprise d'une formation hbo5. Le fait que deux des trois hautes écoles actives à Anvers, à savoir la partie requérante et la

« hogeschool Thomas More Mechelen–Antwerpen », proposeraient toutes les formations de graduat, alors que la « Karel de Grote Hogeschool » ne pouvait proposer aucune formation de graduat, a été considéré comme une situation inéquitable par le législateur décrétoal. Ce dernier a voulu faire en sorte que la « Karel de Grote Hogeschool » puisse également proposer des formations de graduat, afin de supprimer l'inégalité par rapport aux autres hautes écoles proposant des formations de graduat à Anvers.

En ce qui concerne la pertinence de la disposition attaquée, la « Karel de Grote Hogeschool » souligne que celle-ci lui permet finalement d'organiser des formations de graduat. Elle garantit ainsi l'équilibre entre les différentes hautes écoles à Anvers. Selon la « Karel de Grote Hogeschool », la critique formulée par la partie requérante et par la « hogeschool Thomas More Mechelen–Antwerpen » au sujet de l'absence d'une limitation dans le temps qui devrait être inhérente à une disposition transitoire ne saurait être suivie. Elle ne voit pas pourquoi le législateur décrétoal devrait prévoir une limitation dans le temps s'il a déjà prévu un maximum de quatre demandes, de sorte que l'effet de la disposition attaquée est déjà clairement délimité. En outre, il y a lieu de faire une distinction entre la reprise de formations hbo5 de centres d'éducation pour adultes par des hautes écoles, d'une part, et la proposition de formations de graduat par des hautes écoles, d'autre part. Dans le premier cas, une disposition transitoire est adéquate, dans le second, elle est inutile.

En ce qui concerne la proportionnalité de la disposition attaquée, la « Karel de Grote Hogeschool » constate qu'elle doit introduire une demande de contrôle de la macro-efficacité auprès de la Commission flamande de l'enseignement supérieur, cette dernière devant vérifier si la nouvelle formation qui sera proposée présente suffisamment de complémentarité avec d'autres formations déjà proposées à Anvers. Les hautes écoles qui souhaitent convertir des formations hbo5 existantes ne sont pas soumises à cette obligation, alors que le nombre d'implantations pourrait augmenter. Ce n'est pas parce que des formations hbo5 existantes étaient pertinentes par le passé du point de vue de leur nombre et des implantations au sein desquelles elles étaient proposées qu'elles le restent tout autant pour les futures formations de graduat. En outre, la « Karel de Grote Hogeschool » doit également, pour chacune des demandes, transmettre le dossier au Conseil flamand des hautes écoles (VLHORA), qui doit rédiger un avis indiquant que la formation demandée constitue soit une formation nouvelle et unique en Communauté flamande, soit une formation existante déjà proposée sous la même forme, ou sous une forme apparentée, en Communauté flamande. Selon la « Karel de Grote Hogeschool », la réglementation attaquée est aussi proportionnée, en ce qu'elle peut proposer tout au plus quatre formations de graduat et qu'elle ne propose qu'une seule formation de graduat, pour 21 étudiants. La réglementation a en outre pour seul effet de permettre à la « Karel de Grote Hogeschool » de proposer des formations de graduat un an plus tôt que prévu. Le préjudice concurrentiel que la partie requérante et les autres hautes écoles pourraient subir est très limité et, à partir de l'année académique 2020-2021, toutes les hautes écoles sont sur un pied d'égalité. Les frais que la partie requérante et les autres hautes écoles prétendent avoir dû exposer pour reprendre des formations hbo5 doivent être nuancés, selon la « Karel de Grote Hogeschool ». Elles ont en effet reçu pour cela un financement des pouvoirs publics via le financement des partenariats et, par ailleurs, elle-même a aussi dû engager des frais considérables pour pouvoir organiser la nouvelle formation de graduat, sans pouvoir faire appel à l'infrastructure, au personnel ou au cadre éducatif existants.

A.5.3. En ce qui concerne la première branche, le Gouvernement flamand constate que le régime d'exception a été instauré pour deux hautes écoles clairement identifiées, à savoir la « Karel de Grote Hogeschool » et la « Hogeschool West-Vlaanderen », qui proposent toutes deux une large offre d'enseignement, mais qui, en raison de certaines circonstances, ne peuvent pas, ou pas de manière significative, proposer une offre de formations de graduat, faute d'avoir pu conclure une convention avec un centre d'éducation pour adultes. La distinction repose dès lors sur un critère objectif.

Par la disposition attaquée, le législateur décrétoal veut contribuer à ce que toutes les hautes écoles proposant une large offre d'enseignement à Anvers aient un accès suffisamment varié aux formations de graduat à partir de l'année académique 2019-2020. Maintenir le critère de la conclusion d'une convention avec un centre d'éducation pour adultes aurait privé la « Karel de Grote Hogeschool » de la possibilité de proposer des formations de graduat, ce qui, selon le législateur décrétoal, reviendrait à discriminer cette haute école, d'autant qu'à terme, les étudiants ne s'orienteraient plus, à la sortie de leur formation de graduat, vers la formation de bachelier professionnel qu'elle propose. Par ailleurs, la maximalisation de l'accessibilité de l'enseignement supérieur professionnel à Anvers joue également un rôle. Les jeunes qui ont suivi une formation professionnelle doivent, autant que possible, se voir offrir la chance de s'orienter vers le graduat de l'enseignement supérieur. Plus l'offre sera importante et variée, plus le potentiel de croissance sera élevé.

En ce qui concerne le caractère proportionné de la disposition attaquée, le Gouvernement flamand constate que la participation de la « Karel de Grote Hogeschool » à l'offre d'enseignement supérieur professionnel n'est pas automatique, en ce que la demande doit faire l'objet d'un contrôle de la macro-efficacité, de sorte que seules les formations qui répondent effectivement à la demande d'enseignement potentielle à Anvers seront organisées. Par ailleurs, la mesure attaquée n'a pas automatiquement pour effet que la « Karel de Grote Hogeschool » pourra proposer n'importe quelle formation de graduat à partir de la liste des formations hbo5 existantes. Le législateur décrétal a prévu un contrôle de la macro-efficacité, après avis du Conseil flamand des hautes écoles, par la Commission flamande de l'enseignement supérieur (article II.395, § 2, du Code flamand de l'enseignement supérieur). Du fait de cette mesure, il est même plus complexe, pour la « Karel de Grote Hogeschool », de lancer une formation de graduat et il est garanti que le nombre limité de formations que la « Karel de Grote Hogeschool » organisera ne portera pas atteinte à l'offre d'enseignement proposée par les autres hautes écoles anversoises. Selon le Gouvernement flamand, le préjudice éventuel pour les autres hautes écoles en termes d'organisation, de personnel et de finances n'est pas de nature à démontrer le caractère disproportionné de la mesure; la « Karel de Grote Hogeschool » aussi doit supporter des frais en termes d'organisation, de financement et de personnel, mais elle ne peut, pour ce faire, s'en remettre à l'expertise accumulée depuis de nombreuses années dans les centres d'éducation pour adultes dont une formation hbo5 a été reprise. En outre, les hautes écoles de la Communauté flamande reçoivent une allocation de fonctionnement (article III.55 du Code flamand de l'enseignement supérieur) et les formations de graduat proposées par les hautes écoles font l'objet d'un financement dit « open end ».

Le seul préjudice qui existe, selon le Gouvernement flamand, c'est le fait que la « Karel de Grote Hogeschool » peut déjà organiser, à partir de l'année académique 2019-2020, des formations de graduat qu'elle ne proposait pas encore dans son offre d'enseignement; les autres hautes écoles ne peuvent le faire qu'à partir de l'année académique 2020-2021. Cependant, imposer à la « Karel de Grote Hogeschool » de proposer uniquement des formations qui figurent sur la liste des formations hbo5 existantes l'empêche de proposer, de manière innovante et pour la première fois, une formation de graduat unique sur le marché de l'enseignement, au détriment d'autres hautes écoles qui ne peuvent reprendre que des formations de graduat existantes des centres d'éducation pour adultes pour l'année académique 2019-2020.

A.5.4. Dans leur mémoire en réponse, la partie requérante et la « hogeschool Thomas More Mechelen-Antwerpen » constatent que la « Karel de Grote Hogeschool » n'est pas la seule haute école à ne pas avoir conclu un partenariat avec un centre d'éducation pour adultes; la « Luca School of Arts » n'a pas non plus pu conclure un partenariat avec un centre d'éducation pour adultes, de sorte que la disposition attaquée semble constituer une solution taillée sur mesure pour la « Karel de Grote Hogeschool ».

La partie requérante et la « hogeschool Thomas More Mechelen–Antwerpen » observent qu'il est tout à fait logique que la « Karel de Grote Hogeschool » doive faire l'objet d'un contrôle de la macro-efficacité pour chaque formation de graduat qu'elle souhaite proposer sur la base de la disposition attaquée, dès lors que ce régime dérogatoire lui permet de proposer une toute nouvelle offre de formations de graduat. Il s'agit en effet de formations qui n'ont pas été reprises d'un centre d'éducation pour adultes, de sorte qu'il est logique que la « Karel de Grote Hogeschool » soit traitée de la même manière que si elle voulait proposer une nouvelle formation selon la procédure régulière. Dans ce sens, il est également logique que la partie requérante et la « hogeschool Thomas More Mechelen–Antwerpen » ne doivent pas faire l'objet d'un contrôle de la macro-efficacité pour les formations qu'elles ont reprises, dès lors qu'il s'agit de formations qui étaient déjà proposées par le passé par un centre d'éducation pour adultes et dont la pertinence sociétale a déjà été démontrée.

A.5.5. Dans son mémoire en réplique, le Gouvernement flamand estime que la partie requérante confond l'objectif et l'effet de la mesure attaquée. Le législateur décrétal n'avait pas pour but de traiter différemment la partie requérante ou la « hogeschool Thomas More Mechelen–Antwerpen ». Ces hautes écoles avaient déjà conclu une convention avec des centres d'éducation pour adultes et elles étaient en mesure de proposer des formations de graduat et d'exercer leur liberté d'enseignement. Le législateur décrétal voulait par contre maximaliser l'offre d'enseignement, notamment en supprimant partiellement l'inégalité de traitement à l'égard de la « Karel de Grote Hogeschool ». Selon le Gouvernement flamand, il semble que la partie requérante considère à tort que le législateur décrétal aurait dû organiser le transfert des formations de graduat sous la forme d'un système fermé, dans lequel les fournisseurs potentiels ne pourraient obtenir un « permis » d'organisation de formations de graduat que par le biais d'une convention de reprise. Les hautes écoles qui n'auraient pas conclu une convention avec un centre d'éducation pour adultes seraient exclues. Cette vision n'est toutefois pas compatible avec l'objectif politique du législateur décrétal, qui a toujours aspiré à ce que soit proposée une offre suffisamment variée de formations de graduat de qualité.

En ce qui concerne le caractère proportionné de la différence de traitement, le Gouvernement flamand souligne que l'article III.42 du Code flamand de l'enseignement supérieur a été adapté non pas pour privilégier la « Karel de Grote Hogeschool », mais pour pouvoir également appliquer le mécanisme de financement de l'enseignement supérieur à toutes les formations de graduat qui ne sont pas issues d'une reprise d'une formation hbo5 d'un centre d'éducation pour adultes. Ceci vaut non seulement pour la « Karel de Grote Hogeschool », mais aussi pour la « Hogere Zeevaartschool » et pour la « Luca School of Arts ». Ce régime a été élaboré parce que, pour le financement ordinaire des formations de graduat, ce sont les moyens qui ont été générés dans l'enseignement pour adultes qui servent de base.

A.5.6. Dans son mémoire en réplique, la « Karel de Grote Hogeschool » répète que le contrôle de la macro-efficacité comprend un examen particulièrement approfondi, effectué par la Commission flamande de l'enseignement supérieur, laquelle est composée d'experts indépendants provenant de l'enseignement supérieur et de l'enseignement supérieur professionnel. L'élément prépondérant du contrôle repose sur l'appréciation du rapport entre la formation et l'offre existante.

Par ailleurs, la reprise des formations hbo5 n'exige pas un effort financier aussi important que le font apparaître la partie requérante et la « hogeschool Thomas More Mechelen–Antwerpen ». Tout d'abord, une allocation de fonctionnement est mise à la disposition de toutes les hautes écoles qui concluent un partenariat avec un centre d'éducation pour adultes. Ensuite, l'article III.42 du Code flamand de l'enseignement supérieur prévoit une mesure transitoire en ce qui concerne les coûts salariaux des membres du personnel des hautes écoles qui reprennent une formation hbo5 d'un centre d'éducation pour adultes. Troisièmement, l'organisation même des formations de graduat est financée, à partir de l'année budgétaire 2020, au moyen d'un financement dit « open end ». Enfin, la partie requérante et la « hogeschool Thomas More Mechelen–Antwerpen » ont droit à une part considérable de l'allocation d'investissement qui leur revient sur la base de l'article III.46, § 7, du Code flamand de l'enseignement supérieur. En outre, les hautes écoles ont tout intérêt à reprendre autant de formations hbo5 que possible, en vue du futur financement par enveloppes.

A.6.1. En ce qui concerne la deuxième branche du moyen unique, la partie requérante et la « hogeschool Thomas More Mechelen–Antwerpen » soutiennent que le principe d'égalité en matière d'enseignement ne saurait être dissocié des autres garanties contenues dans l'article 24 de la Constitution, en particulier de la liberté d'enseignement (article 24, § 1er, de la Constitution). La différence de traitement ne peut compromettre la liberté d'enseignement. Cette dernière garantit aux établissements d'enseignement la liberté d'organiser et de faire dispenser un enseignement conforme à leur conception, ainsi que le libre choix du personnel qui sera employé en vue d'atteindre les objectifs pédagogiques de l'établissement. Cela signifie aussi que, lorsque le législateur décrète instaure des limitations à la liberté d'enseignement, celles-ci doivent s'appliquer sans distinction aux établissements d'enseignement qui se trouvent dans des situations identiques.

A.6.2. En ce qui concerne la deuxième branche du moyen unique, le Gouvernement flamand constate que la partie requérante fait uniquement valoir que la « Karel de Grote Hogeschool » se voit accorder un avantage concurrentiel par rapport à la partie requérante, de sorte que la disposition attaquée limiterait la liberté d'enseignement de manière disproportionnée. Or, la disposition attaquée n'empêche pas la partie requérante d'exercer sa liberté d'enseignement en reprenant des formations hbo5 de centres d'éducation pour adultes; elle a conclu avec succès des partenariats avec cinq centres d'éducation pour adultes et a repris 24 formations de graduat.

A.6.3. Dans leur mémoire en réponse, la partie requérante et la « hogeschool Thomas More Mechelen–Antwerpen » répètent que la liberté d'enseignement comprend la liberté, pour les établissements d'enseignement, de choisir leur personnel en vue de la concrétisation de leurs objectifs d'enseignement spécifiques, basés sur une conception philosophique, idéologique ou religieuse de leur choix. Elles n'ont toutefois pas eu ce choix. La liberté d'enseignement ne peut néanmoins être interprétée de manière à ce point large qu'elle comprend l'obligation de prévoir des normes préférentielles pour les écoles dont la spécificité réside dans des conceptions déterminées d'ordre pédagogique ou éducatif. Et si des normes préférentielles sont prévues, celles-ci doivent pouvoir être justifiées au regard du principe d'égalité, ce qui n'a pas été le cas en l'espèce.

Elles observent également que l'article III.42, du Code flamand de l'enseignement supérieur prévoit l'octroi de moyens financiers à des hautes écoles qui n'ont pas repris de formation hbo5 d'un centre d'éducation pour adultes au cours de l'année académique 2019-2020. Cette circonstance renforce le caractère disproportionné de la différence de traitement : non seulement la « Karel de Grote Hogeschool » est dispensée de l'obligation de reprendre les formations et le personnel d'un centre d'éducation pour adultes, mais elle est même financée dans l'exercice de cette dispense.

De même, la concurrence déloyale doit être évaluée non pas en termes d'offre totale de formations, mais par formation. Un étudiant choisit une haute école non pas sur la base de l'offre globale de formations, mais bien en fonction de l'école qui propose la formation qu'il souhaite suivre. Dès lors que la formation de graduat proposée par la « Karel de Grote Hogeschool » à partir de l'année académique 2019-2020 est aussi proposée par la partie requérante et par la « hogeschool Thomas More Mechelen–Antwerpen », leur situation est affectée par la disposition attaquée.

A.7.1. Dans la troisième branche du moyen unique, la partie requérante et la « hogeschool Thomas More Mechelen–Antwerpen » font valoir que le principe de confiance est également pertinent en l'espèce; ce principe sous-tend que le législateur décréte ne peut porter atteinte à des attentes légitimes, sans qu'existe à cet égard une justification raisonnable. En ce qui concerne spécifiquement les dispositions transitoires, cela suppose que les articles 10 et 11 de la Constitution sont violés si la règle transitoire ou l'absence d'une telle règle entraînent une différence de traitement dénuée de justification raisonnable ou s'il est porté une atteinte excessive au principe de confiance.

A.7.2. Le Gouvernement flamand fait valoir que le principe de confiance est uniquement valable lorsqu'une nouvelle réglementation contrecarre des projets établis et déçoit ainsi des attentes légitimes. La disposition attaquée ne modifie pas les projets établis; la partie requérante peut continuer à organiser les formations de graduat qu'elle a reprises et à respecter ce qui a été convenu à ce sujet avec les centres d'éducation pour adultes. De même, le financement de ces formations reste garanti. Il n'est dès lors pas question d'une violation du principe de confiance.

A.8. À titre subsidiaire, la « Karel de Grote Hogeschool » et le Gouvernement flamand demandent que les effets de la disposition attaquée soient maintenus, en cas d'annulation. La disposition attaquée constitue la base décréte des formations de graduat à la « Karel de Grote Hogeschool », de sorte que le fondement juridique de ces formations pourrait être amené à disparaître.

En outre, les étudiants qui se sont inscrits à la formation de graduat « Internet of Things » proposée par la « Karel de Grote Hogeschool » pour l'année académique 2019-2020 peuvent légitimement s'attendre à terminer leur formation et à obtenir leur diplôme. L'annulation de la disposition attaquée compromettrait leur statut juridique et les contraindrait à mettre un terme à leur formation.

- B -

Quant au désistement d'une partie intervenante

B.1. Par une lettre recommandée à la poste du 8 octobre 2020, l'ASBL « Thomas More Mechelen–Antwerpen », partie intervenante, a fait savoir à la Cour qu'elle souhaitait se désister de son intervention dans la présente affaire.

Dès lors que rien ne s'y oppose en l'espèce, la Cour décrète le désistement.

En ce qui concerne la disposition attaquée

B.2. La partie requérante demande l'annulation de l'article 36 du décret de la Communauté flamande du 1er mars 2019 « modifiant la réglementation relative au contrôle et à certains aspects organisationnels de l'enseignement supérieur » (ci-après : le décret du 1er mars 2019), en ce qu'il insère un article II.395, § 2, dans le Code flamand de l'enseignement supérieur. L'article attaqué permet, avec effet rétroactif à partir du 1er janvier 2019, à l'ASBL « Karel de Grote Hogeschool, Katholieke Hogeschool Antwerpen » (ci-après : la « Karel de Grote Hogeschool ») de lancer une offre de formations de graduat à partir de l'année académique 2019-2020.

B.3.1. À la suite de la recommandation du Parlement flamand du 8 juillet 2010, la responsabilité finale en ce qui concerne les formations professionnelles supérieures (ci-après : « hbo5 ») qui étaient proposées par les centres d'éducation pour adultes incombait exclusivement aux hautes écoles. Cet objectif a été réalisé progressivement, d'abord par la conclusion de partenariats entre des centres d'éducation pour adultes et des hautes écoles (décret du 12 juillet 2013 « relatif au renforcement de l'enseignement supérieur professionnel HBO 5 en Flandre ») et, à partir de l'année académique 2019-2020, par l'intégration structurelle des formations hbo5 au sein des hautes écoles, comme formations de graduat.

Le décret du 4 mai 2018 « relatif au développement des formations de graduat au sein des instituts supérieurs et au renforcement des formations des enseignants au sein des instituts supérieurs et des universités » (ci-après : le décret du 4 mai 2018) a réalisé cette intégration structurelle. Dans le cadre du transfert des formations hbo5, la haute école et le centre d'éducation pour adultes doivent conclure un accord portant au moins sur le transfert, la mise à disposition et l'utilisation de l'infrastructure et des biens immobiliers, ainsi que sur des matières financières. Les hautes écoles qui souhaitent proposer des formations hbo5 doivent conclure des déclarations d'intention et des conventions d'intégration avec un ou plusieurs centres d'éducation pour adultes; elles doivent également reprendre toutes les formations du centre d'éducation pour adultes concerné. Le transfert signifie non seulement la reprise de la compétence d'enseignement du centre d'éducation pour adultes en question, mais aussi de ses finances et de son personnel. L'obligation de reprendre la compétence d'enseignement d'un

centre d'éducation pour adultes, si une haute école souhaite proposer une formation hbo5, vaut pour chaque haute école.

Le décret du 4 mai 2018 repose sur une philosophie claire. Afin d'assurer une transition fluide des centres d'éducation pour adultes vers les hautes écoles, il a été décidé que, dans la première année (année académique 2019-2020), ces formations qui sont organisées par les hautes écoles ne pouvaient être que des formations de graduat reprises des centres d'éducation pour adultes. À partir de l'année académique 2020-2021, d'autres formations, non reprises, peuvent également être proposées.

B.3.2. Lors de la mise en œuvre de la réglementation relative à la reprise des formations hbo5 par les hautes écoles, plusieurs difficultés sont apparues, qui ont poussé le législateur décréteur à adopter le décret du 1er mars 2019, dont l'article 36 attaqué fait partie.

L'article 36, attaqué, du décret du 1er mars 2019 permet à la « Karel de Grote Hogeschool » de lancer également une offre de formations de graduat à partir de l'année académique 2019-2020, sans devoir reprendre une formation hbo5 existante. Elle peut introduire au total un maximum de quatre demandes de formations figurant sur la liste des formations hbo5 existantes, en vue d'une « évaluation nouvelle formation », auprès de l'organisme d'accréditation pour une formation de graduat, à savoir la « Nederlands-Vlaamse Accreditatieorganisatie » (ci-après : la NVAO).

Le législateur décréteur revient ainsi sur son point de vue selon lequel des formations hbo5 qui ne sont pas actualisées ou converties ne peuvent être proposées par les hautes écoles comme formations de graduat qu'à partir de l'année académique 2020-2021. Ce régime dérogatoire permet à la « Karel de Grote Hogeschool » de proposer, déjà à partir de l'année académique 2019-2020, des formations de graduat, alors que les autres hautes écoles qui souhaitent proposer des formations de graduat ont dû reprendre les formations hbo5 existantes d'un centre d'éducation pour adultes, en concluant des déclarations d'intention et des conventions d'intégration avec un ou plusieurs centres d'éducation pour adultes.

Le décret attaqué a été promulgué le 1er mars 2019 et publié au *Moniteur belge* le 28 mars 2019. L'article 36 est entré en vigueur avec effet rétroactif au 1er janvier 2019, de sorte que la

« Karel de Grote Hogeschool » pouvait encore introduire une demande pour une formation de graduat pour l'année académique 2019-2020, ce qu'elle a fait.

B.3.3. L'article 36 du décret du 1er mars 2019, qui insère un article II.395, § 2, dans le Code flamand de l'enseignement supérieur, dispose :

« § 2. La Karel de Grote-Hogeschool Katholieke Hogeschool Antwerpen peut présenter à l'organisation d'accréditation au total maximum 4 demandes à partir de la liste des formations hbo5 existantes, et ce, aux dates mentionnées au paragraphe 1er, pour une évaluation nouvelle formation pour une formation de graduat sans avoir l'obligation de convertir une formation hbo5 existante, mais avec l'obligation de présenter une demande de contrôle de la macro-efficacité à la Commissie Hoger Onderwijs.

Dans ces quatre cas, le dossier de demande contient pour le contrôle de la macro-efficacité les informations et documents suivants :

1° les informations visées à l'article II.152, alinéa 2, 1°, a) à m);

2° un dossier qui permet à la Commissie Hoger Onderwijs d'effectuer l'évaluation au regard des critères visés à l'article II.153, § 3, alinéa 1er.

Pour chacune des demandes visées à l'alinéa 1er, la Karel de Grote-Hogeschool Katholieke Hogeschool Antwerpen soumet également au VLHORA le dossier de demande de contrôle de la macro-efficacité. Le VLHORA établit pour chaque demande un avis tel que visé à l'article II.152, alinéa 2, 2°. Il transmet l'avis à la Commissie Hoger Onderwijs au plus tard :

1° le 31 janvier pour les demandes présentées à l'organisation d'accréditation au plus tard le 30 novembre;

2° le 15 juillet pour les demandes présentées à l'organisation d'accréditation au plus tard le 31 mai;

3° 30 jours après le dépôt de la demande pour les demandes présentées à l'organisation d'accréditation au plus tard le 15 février 2019.

La Commissie Hoger Onderwijs émet son avis sur les demandes visées à l'alinéa 1er quant à la macro-efficacité conformément à l'article 153, § 3, alinéas 1er, 2 et 4. Si l'avis du VLHORA n'est pas rendu dans les délais, la Commissie Hoger Onderwijs émet un avis sur la macro-efficacité sur la base des critères énoncés à l'article II.153, § 3, alinéa 1er, 1° à 5°.

La Commissie Hoger Onderwijs émet son avis sur les demandes visées à l'alinéa 1er au plus tard :

1° le 28 février pour les demandes présentées à l'organisation d'accréditation au plus tard le 30 novembre;

2° le 1er septembre pour les demandes présentées à l'organisation d'accréditation au plus tard le 31 mai;

3° dans les 60 jours après le dépôt de la demande pour les demandes présentées au plus tard le 15 février 2019.

Si l'avis de la Commissie Hoger Onderwijs sur la macro-efficacité d'une demande visée à l'alinéa 1er est négatif ou n'est pas rendu dans les délais, la procédure de recours visée à l'article II.153, §§ 4 et 5 peut être engagée.

Si l'avis de la Commissie Hoger Onderwijs sur la macro-efficacité d'une demande visée à l'alinéa 1er ou la décision du Gouvernement flamand après le recours visé à l'alinéa 6 ainsi que la décision d'évaluation de l'organisation d'accréditation sont positifs, le Gouvernement flamand adopte un arrêté portant reconnaissance de cette nouvelle formation dans un délai d'ordre de 30 jours prenant cours le lendemain du jour de réception de la décision d'évaluation positive et du rapport d'évaluation sous-jacent de l'organisation d'accréditation ».

Quant au fond

B.4. La partie requérante prend un moyen unique de la violation, par l'article 36 du décret du 1er mars 2019, des articles 10, 11 et 24, §§ 1er et 4, de la Constitution, lus en combinaison avec le principe de confiance, en ce qu'il permet à la « Karel de Grote Hogeschool » d'introduire quatre demandes à partir de la liste des formations hbo5 existantes, en vue d'organiser ces formations à partir de l'année académique 2019-2020, alors que la partie requérante ne peut organiser que des formations hbo5 existantes à partir de l'année académique 2019-2020, et ce, après avoir repris la compétence d'enseignement d'un centre d'éducation pour adultes.

Le moyen unique est subdivisé en trois branches. La première branche est prise de la violation de l'article 24, § 4, de la Constitution, qui garantit l'égalité entre les établissements d'enseignement. La deuxième branche est prise de la violation de l'article 24, § 1er, de la Constitution, qui dispose que l'enseignement est libre. Dans la troisième branche, la partie requérante dénonce la violation du principe de confiance, lu en combinaison avec les articles 10 et 11 de la Constitution, en ce que le législateur décretal ne peut méconnaître les attentes légitimes d'un établissement d'enseignement sans que des motifs impérieux d'intérêt général le justifient.

En ce qui concerne la violation du principe d'égalité (article 24, § 4, de la Constitution)

B.5. L'article 24, § 4, de la Constitution dispose :

« Tous les élèves ou étudiants, parents, membres du personnel et établissements d'enseignement sont égaux devant la loi ou le décret. La loi et le décret prennent en compte les différences objectives, notamment les caractéristiques propres à chaque pouvoir organisateur, qui justifient un traitement approprié ».

L'article 24, § 4, première phrase, de la Constitution réaffirme, en matière d'enseignement, le principe d'égalité et de non-discrimination. En matière d'enseignement, l'article 24, § 4, seconde phrase, de la Constitution impose au législateur communautaire de prendre en compte les caractéristiques propres à chaque pouvoir organisateur qui justifient un traitement approprié.

B.6. La partie requérante fait valoir qu'une différence de traitement entre plusieurs établissements d'enseignement n'est dès lors autorisée, conformément à l'article 24, § 4, de la Constitution, que si cette différence est fondée sur « les caractéristiques propres à chaque pouvoir organisateur ». Or, la différence de traitement ne serait ni pertinente, ni proportionnée, de sorte que l'article attaqué devrait être annulé.

B.7.1. Le transfert aux hautes écoles de la compétence d'enseignement des centres d'éducation pour adultes relative aux formations de graduat est réglé par le chapitre 9 du titre 8 du Code flamand de l'enseignement supérieur, tel qu'il a été ajouté par les articles 152 à 158 du décret du 4 mai 2018. L'article II.394, nouveau, dispose, en son paragraphe 1er, qu'à partir de l'année académique 2019-2020, les centres d'éducation pour adultes transféreront aux hautes écoles leur compétence qui consiste à proposer des formations de l'enseignement professionnel supérieur et à attribuer la validation d'études correspondante. Le nouvel article II.394, § 2, alinéa 1er, du Code flamand de l'enseignement supérieur dispose qu'après le transfert de cette compétence, la haute école sera subrogée, en ce qui concerne les compétences transférées, dans les droits et obligations du centre d'éducation pour adultes qui lui a transféré ses compétences.

Le but de ce transfert était de développer davantage l'enseignement professionnel supérieur, compte tenu des principes suivants : « un positionnement et une reconnaissance clairs, de la transparence, un cadre réglementaire clair, la stabilité, la viabilité financière et la

sécurité juridique. Nous tentons de réaliser tout cela en intégrant ces formations dans les instituts supérieurs. La compétence d'enseignement et la responsabilité des partenariats seront désormais confiées aux instituts supérieurs » (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2017-2018, n° 1508/1, p. 4).

B.7.2. Par dérogation au décret précité du 4 mai 2018, l'article 36, attaqué, du décret du 1er mars 2019 permet à la « Karel de Grote Hogeschool », qui ne reprend pas de formation hbo5, de tout de même « présenter un maximum de cinq [réduit à quatre au cours des travaux préparatoires] demandes pour lancer également une offre de formations de graduat. Par ' liste des formations hbo5 existantes ', on entend les formations proposées aujourd'hui dans les centres d'éducation pour adultes. Avant que ces formations puissent être reconnues par le Gouvernement flamand, elles doivent faire l'objet d'une ' évaluation nouvelle formation ', par l'organisme d'accréditation, et d'un contrôle de la macro-efficacité, par la Commission de l'enseignement supérieur. L'échéance étant serrée, une procédure abrégée est prévue pour ces demandes » (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2018-2019, n° 1770/1, p. 14).

Le ministre de l'Enseignement a souligné que « la procédure auprès de la NVAO et le cadre d'évaluation applicable pour les dossiers de conversion des instituts supérieurs qui reçoivent des formations d'un centre d'éducation pour adultes, d'une part, et les dossiers d'évaluation nouvelle formation que la ' Karel de Grote Hogeschool ' présentera en vue de faire reconnaître ces nouvelles formations de graduat, d'autre part, sont identiques » (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2018-2019, n° 1770/4, p. 5).

B.7.3. Le délégué du Gouvernement flamand justifie cette dérogation comme suit :

« Le Gouvernement flamand attache un grand intérêt au développement de cette troisième porte d'entrée. Les formations de graduat sont la troisième porte d'entrée de l'enseignement supérieur. Par le biais de partenariats entre les centres d'éducation pour adultes et les hautes écoles, les formations hbo5 actuellement proposées par les centres d'éducation pour adultes seront intégrées, au 1er septembre 2019, au sein des hautes écoles concernées. Ces formations de centres d'éducation pour adultes existantes seront converties en formations de graduat. À cette fin, des dossiers de conversion seront présentés à la NVAO. La plupart des hautes écoles ont conclu un partenariat avec un ou plusieurs centres d'éducation pour adultes et recevront donc des formations. Le 20 juillet 2018, le Gouvernement flamand a jugé que la ' Karel de Grote Hogeschool ', en tant qu'unique haute école ayant une large offre de formations à ne pas avoir conclu de convention avec un centre d'éducation pour adultes et donc à ne pas recevoir de formations, doit aussi pouvoir développer et proposer une offre de formations dès le début de l'intégration. En ce sens, il s'agit d'une disposition transitoire. De

même, le Gouvernement flamand estime que la ‘ Karel de Grote Hogeschool ’ doit adapter cette offre au niveau régional avec les autres hautes écoles implantées au même endroit. Parallèlement aux dossiers de conversion que les hautes écoles qui reçoivent des formations d’un centre d’éducation pour adultes doivent présenter à la NVAO, la ‘ Karel de Grote Hogeschool ’ présentera, pour cette offre, des dossiers d’évaluation nouvelle formation auprès de la NVAO » (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2018-2019, n° 1770/1, p. 144).

B.8. Le régime d’exception prévu à l’article 36 attaqué est uniquement applicable à la « Karel de Grote Hogeschool ». Il s’agit d’une haute école en particulier, qui propose une large offre de formations, mais qui, en raison de certaines circonstances, ne peut proposer une offre étendue de formations de graduat, voire ne peut pas en proposer du tout, faute d’avoir conclu une convention avec un centre d’éducation pour adultes en ce qui concerne le transfert de la compétence d’enseignement.

B.9. La Cour doit examiner s’il est raisonnablement justifié que seule la « Karel de Grote Hogeschool » soit autorisée à proposer des formations de graduat à partir de l’année académique 2019-2020 sans être tenue de reprendre et de convertir une formation hbo5 existante.

Le régime d’exception entend maximaliser l’accessibilité de l’enseignement supérieur professionnel à Anvers, de sorte que les jeunes qui suivent une formation professionnelle ont plus de chances de passer au graduat.

La limitation de la possibilité de proposer de nouvelles formations de graduat à une seule haute école n’est pas pertinente pour atteindre le but poursuivi par le législateur décrétoal, qui consiste à augmenter l’offre de formations dans la région concernée.

En outre, la circonstance que la « Karel de Grote Hogeschool » n’a pu présenter que quatre demandes n’est pas de nature à justifier raisonnablement la réglementation attaquée. Les autres hautes écoles qui ne proposent que quatre formations hbo5 voire moins restent soumises à l’obligation de reprise. Enfin, la limitation ne porte que sur le nombre de demandes, la « Karel de Grote Hogeschool » étant libre de choisir les formations hbo5 qu’elle propose. Les autres hautes écoles, en revanche, ont un choix qui se limite aux formations hbo5 qu’elles reprennent d’un centre d’éducation pour adultes.

L'« évaluation nouvelle formation » par la NVAO et le contrôle de la « macro-efficacité » par la Commission de l'enseignement supérieur ne sont pas davantage suffisants pour justifier raisonnablement la réglementation attaquée. L'« évaluation nouvelle formation » par la NVAO s'applique également aux autres hautes écoles qui reprennent une formation hbo5 d'un centre d'éducation pour adultes et le contrôle de la « macro-efficacité » est également applicable aux autres hautes écoles, si elles souhaitent organiser une nouvelle formation de graduat. Par ailleurs, une procédure abrégée est prévue pour le contrôle de la « macro-efficacité » et la procédure de demande déroge également sur d'autres points à la procédure standard à laquelle les hautes écoles sont soumises.

B.10. Le moyen unique, en sa première branche, est fondé.

B.11. Il n'y a pas lieu d'examiner les autres branches, qui ne sauraient donner lieu à une annulation plus étendue.

En ce qui concerne le maintien des effets de la disposition attaquée

B.12. Le Gouvernement flamand et la « Karel de Grote Hogeschool » demandent que les effets de la disposition attaquée soient maintenus, en cas d'annulation. La disposition attaquée constitue la base décréale de la formation de graduat « Internet of Things » à la « Karel de Grote Hogeschool », de sorte que le fondement juridique de cette formation disparaîtrait. En outre, les étudiants qui se sont inscrits à la formation de graduat « Internet of Things » donnée à la « Karel de Grote Hogeschool » pour l'année académique 2019-2020 s'attendent légitimement à terminer leur formation et à obtenir leur diplôme. L'annulation de la disposition attaquée compromettrait leur statut juridique et les contraindrait à mettre un terme à leur formation.

B.13. Pour éviter que naisse une insécurité juridique à l'égard des étudiants qui ont entamé, pour l'année académique 2019-2020, la formation de graduat « Internet of Things » et qui s'attendaient légitimement à terminer la formation qu'ils avaient entamée et à obtenir leur diplôme, et compte tenu, entre autres, des intérêts du personnel concerné par cette formation, les effets de l'article 36 annulé doivent être maintenus, comme indiqué au dispositif.

Par ces motifs,

la Cour

- annule l'article 36 du décret de la Communauté flamande du 1er mars 2019 « modifiant la réglementation relative au contrôle et à certains aspects organisationnels de l'enseignement supérieur », en ce qu'il insère un article II.395, § 2, dans le Code flamand de l'enseignement supérieur du 11 octobre 2013;

- maintient les effets de cette disposition pour l'année académique 2019-2020 et pour l'année académique 2020-2021.

Ainsi rendu en langue néerlandaise, en langue française et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 19 novembre 2020.

Le greffier,

Le président,

P.-Y. Dutilleux

A. Alen